

Résumé

Les choix opérés par les ménages ont des répercussions sur le climat et l'environnement de multiples manières, que ce soit dans la vie de tous les jours, par exemple l'alimentation et les modes de transport employés pour se rendre au travail, ou pour des décisions plus ponctuelles, comme le type de chauffage de leur logement. Le potentiel de réduction des impacts de la consommation des ménages sur l'environnement est bien documenté mais se révèle difficile à concrétiser. Compte tenu de la nécessité urgente d'accélérer les mesures visant à limiter le changement climatique et à améliorer la qualité de l'environnement, il est indispensable d'agir pour comprendre et lever les obstacles qui freinent l'évolution des comportements.

Le présent rapport expose les principaux résultats de la troisième édition de l'enquête de l'OCDE sur la politique de l'environnement et l'évolution des comportements individuels (enquête EPIC), qui explore les déterminants du comportement des ménages et la manière dont les politiques publiques peuvent influencer sur les décisions des ménages. Après les deux premières éditions de 2008 et de 2011, une troisième enquête a été menée en 2022 auprès d'un échantillon de plus de 17 000 ménages résidant dans neuf pays : Belgique, Canada, États-Unis, France, Israël, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède et Suisse. Elle porte sur quatre domaines clés : l'énergie, les transports, les déchets et les systèmes alimentaires.

Depuis la seconde enquête EPIC de 2011, les problématiques environnementales sont beaucoup plus présentes dans les priorités publiques, avec notamment la signature de l'Accord de Paris en 2015, et l'adoption en 2022 du Cadre Mondial de la Biodiversité ainsi que d'une résolution visant à trouver un consensus sur un instrument international juridiquement contraignant pour mettre fin à la pollution par les plastiques. Des innovations technologiques ont également modifié le paysage des solutions disponibles aux consommateurs. Au cours des dix dernières années, le coût de l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables a rapidement diminué, jusqu'à la rendre moins chère que l'électricité issue de sources d'énergie fossiles dans beaucoup de pays. Des changements radicaux sont intervenus aussi dans les systèmes de transport, par exemple du fait de l'arrivée sur le marché de véhicules électriques plus largement disponibles et plus abordables. Les technologies numériques ont facilité l'avènement de nouveaux modèles économiques, dont beaucoup présentent des aspects positifs sur le plan environnemental, comme la réduction du gaspillage alimentaire et le partage de biens entre particuliers.

Les sociétés et les économies ont aussi été durement touchées par la pandémie de COVID-19, les tensions géopolitiques et les crises associées de l'énergie et des produits de base. Compte tenu de ces pressions et évolutions diverses, il importe d'analyser avec attention les ressorts des choix de consommation et le soutien exprimé en faveur de différentes mesures publiques dans le contexte actuel. L'enquête EPIC 2022 apporte de nombreux enseignements à cet égard.

Principales conclusions

- **Consommation d'énergie** : les petits gestes d'économies d'énergie faciles à appliquer, comme éteindre la lumière en quittant une pièce, ont plus de chances d'être adoptés (92 % des répondants) que des comportements consistant par exemple à utiliser le moins possible le chauffage et la climatisation (68 %). Les technologies utilisant des énergies renouvelables ou peu émettrices ne sont pas largement adoptées, même lorsque ces solutions existent. Parmi les ménages qui en ont la possibilité, moins d'un tiers ont installé des panneaux solaires (29 %), des pompes à chaleur (30 %) ou des accumulateurs (27 %). Le recours aux technologies les plus chères ou mal comprises est particulièrement faible.

- **Transport** : Bien que 50 % des résidents en zones urbaines se rendent à pied, à vélo ou en transport en commun, les ménages dépendent toujours fortement des véhicules motorisés privés, qui représentent les 50 % restants des déplacements domicile-travail dans les zones urbaines. Dans l'ensemble, 75 % des ménages déclarent qu'au moins un membre du ménage utilise régulièrement une voiture. Cependant, plus de la moitié des utilisateurs réguliers de voitures (54 %) indiquent que l'amélioration des transports en commun, tels que des services moins chers, plus fréquents et plus répandus, les encouragerait à moins utiliser leur voiture. La forte dépendance globale aux voitures privées dans tous les pays souligne le potentiel des voitures électriques dans la décarbonisation du secteur des transports. Un obstacle à leur adoption semble être le manque d'infrastructures de recharge : 33 % des répondants déclarent qu'il n'y a pas de bornes de recharge dans un rayon de trois kilomètres de leur domicile.
- **Pratiques de gestion des déchets** : beaucoup de ménages agissent pour réduire leurs déchets en utilisant des sacs réutilisables (83 %), mais ils sont moins nombreux à acheter des articles d'occasion (37 %) ou à les louer (20 %). Les ménages bénéficiant de services de recyclage pour certains types de déchets, ramassés dans la rue ou à déposer dans un point de collecte, produisent en moyenne 26 % et 42 % moins de déchets mixtes (c'est-à-dire non recyclés) que les ménages qui n'y ont pas accès. Les ménages facturés pour le ramassage des déchets mixtes déclarent composter 55 % de leurs déchets alimentaires, contre 35 % pour les ménages non facturés. Les taux de recyclage des piles sont inférieurs à ceux des autres types de produits. Jusqu'à 16 % des ménages déclarent jeter leurs déchets électriques et électroniques avec leurs déchets mixtes.
- **Consommation alimentaire** : Le prix (64 %), le goût (61 %), la fraîcheur (60 %) et la valeur nutritionnelle (54 %) sont les principales priorités des répondants lorsqu'ils font leurs achats alimentaires. Les impacts environnementaux des produits alimentaires sont moins importants, même pour les personnes soucieuses de l'environnement. Dans l'ensemble des pays, 24 % des ménages consomment de la viande rouge plusieurs fois par semaine. Moins de la moitié des répondants indiquent qu'ils seraient prêts à substituer la viande conventionnelle par une alternative produite en laboratoire, et expriment des réserves quant à ses impacts sur la santé.

Implications pour l'action des pouvoirs publics

Globalement, les principaux facteurs influençant les décisions des ménages sont la disponibilité, l'accessibilité financière et la commodité. Les mesures destinées à encourager des choix favorables à l'environnement devraient donc viser à lever les obstacles qui freinent ce type de choix. Les résultats de l'enquête mettent en évidence plusieurs priorités :

- **Faire en sorte que des choix durables soient disponibles et applicables.** Les principaux freins à des comportements durables tiennent notamment à des problèmes de disponibilité et de prise de conscience, par exemple pour les options d'électricité d'origine renouvelable ou de bornes de recharge de véhicules, mais aussi de faisabilité – par exemple les panneaux solaires pour les locataires et ou les options d'énergie solaire (par exemple des systèmes solaires collectifs) pour les personnes habitant en appartement.
- **Mettre en place des dispositifs d'incitation pour encourager des choix durables.** Le caractère abordable et la commodité constituent des facteurs importants pour encourager des choix durables, en particulier en matière de transport et d'alimentation. Le revenu et les préoccupations environnementales interviennent aussi dans beaucoup de décisions des ménages, mais les préoccupations environnementales à elles seules ne semblent pas suffire à modifier certains comportements, par exemple pour ce qui est de manger de la viande rouge ou d'utiliser une voiture, lorsque d'autres solutions sont possibles.
- **Exploiter le soutien de l'opinion publique pour promouvoir des mesures en faveur de l'environnement.** Les répondants se disent systématiquement moins favorables aux mesures

fiscales qu'à celles qui améliorent l'offre de solutions durables plus abordables (les subventions, par exemple). La complémentarité des mesures est un aspect important à prendre en compte, car l'acceptation par les ménages des mesures fiscales et leur capacité à y réagir dépendent des autres solutions dont ils disposent pour modifier leur comportement. En plus de fournir d'autres solutions durables, les mesures complémentaires aux initiatives fiscales comprennent un recyclage des recettes générées (par exemple pour financer les transports publics).

- **Grouper les mesures d'incitation pour en optimiser l'impact.** Certains comportements écologiques vont de pair. Des dispositifs d'incitation complémentaires peuvent récompenser des gestes écologiques dans un domaine en encourageant d'autres actions ailleurs. Par exemple, un consommateur qui se sert de contenants réutilisables pour faire ses courses pourrait bénéficier d'une remise sur des produits alimentaires durables.

Les hauts niveaux de soutien exprimés en faveur de mesures comme l'amélioration des transports publics et l'adoption de réglementations agricoles plus strictes devraient permettre aux responsables publics de prendre des mesures visant à infléchir les comportements.



Extrait de :

How Green is Household Behaviour? Sustainable Choices in a Time of Interlocking Crises

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/2b4bb663-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2023), « Résumé », dans *How Green is Household Behaviour? : Sustainable Choices in a Time of Interlocking Crises*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/4cf6072c-fr>

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :

<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.